



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 31/01/2022
Reçu en préfecture le 31/01/2022
Affiché le
ID : 056-215600313-20220110-A2022_101_24-AR

Réf : 2021 - 1757
56031 - ERP - 004

**PROCÈS-VERBAL
DE LA
Commission d'arrondissement ERP de Lorient**

pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique
dans les Établissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur

06/01/2022

Visite Périodique du 30/11/2021

L SALLE MULTIFONCTIONS DE LANN MAREU CAMORS

RUE DE LANN MAREU
56330 CAMORS

L - 4ème catégorie
Effectif : 280 personnes

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles art. R 143-1 à R 143-47, R 157-1 et R 157-4,

Vu l'arrêté du 25 Juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public annexé au code de la construction et de l'Habitation,

Vu l'arrêté du 5 février 2007 (dispositions particulières type L),

Vu le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale pour la sécurité et pour l'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2017 relatif au fonctionnement de la sous-commission départementale et aux commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur,

Vu le rapport de groupe de visite n° 2021 - 1757 du 30/11/2021,

Le 30/11/2021, les membres de la Commission d'arrondissement ERP de Lorient se sont réunis pour effectuer la visite périodique de l'établissement : **L SALLE MULTIFONCTIONS DE LANN MAREU CAMORS.**

A l'issue, un rapport de groupe de visite a été établi et présenté d'arrondissement ERP de Lorient le 06/01/2022.

Envoyé en préfecture le 31/01/2022

Reçu en préfecture le 31/01/2022

Affiché le

ID : 056-215600313-20220110-A2022_101_24-AR

1-1 Descriptif de l'établissement

Bâtiment de deux niveaux composé comme suit :

- Au RDJ 4 salles multi activités (une de 160m², les trois autres de 40m² chacune), un bureau, une réserve, des locaux annexes.
- Au RDC un local de 650m² non utilisé (ancienne surface commerciale), un local CTA.

L'établissement n'a pas fait l'objet de transformations depuis la dernière visite.

I - IMPLANTATION

Bâtiment situé rue de Lann Mareu et accessible sur 2 façades aux engins d'incendie.

II - ISOLEMENT PAR RAPPORT AUX TIERS

Tiers : néant

III - CONSTRUCTION - AMÉNAGEMENTS INTÉRIEURS

Construction

Gros œuvre en béton, construction traditionnelle.
Couverture en fibrociment.

Aménagements Intérieurs

Revêtement du sol des locaux : M4 minimum.
Revêtement des murs des locaux : M2 minimum.
Revêtement des plafonds des locaux : M1 minimum.

IV - DÉGAGEMENTS

Les dégagements sont en nombre et de largeur suffisants (3 dégagements totalisant 4 unités de passage.) et judicieusement répartis.

Prise en charge des personnes souffrant de handicaps par le personnel

V - VENTILATION - DÉSENFUMAGE

Désenfumage : Néant

VMC

Local CTA

VI - ÉLECTRICITÉ - ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ

Installations électriques

Les installations électriques sont prévues conformes aux normes en vigueur.

Éclairage de sécurité

Éclairage de sécurité d'évacuation et d'ambiance par blocs autonomes.

VII - CHAUFFAGE

Chauffage électrique

VIII - RISQUES PARTICULIERS

Locaux à risques moyens : réserves.

IX - MOYENS DE SECOURS

Implantation d'extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques.
Équipement d'alarme de type 4.
Présence d'un téléphone urbain.
Affichage des consignes d'alerte.

Point d'eau disponible : PI n°1 à proximité, Q: 60m³/h

1.2- Détermination du classement

L'effectif maximal du public admissible est déterminé selon les dispositions de l'article L 3c) :
Salle polyvalente - 1 p / m² .

Type	Catégorie	Nbre de Niveaux	Niveau Sommeil	Effectif		
			Détection	public	personnel	total
L	4ème catégorie	RDC Bas + RDC Haut	non	280	0	280
			non			

2- Les pièces administratives :

Le registre de sécurité a été examiné lors de la visite de l'établissement.

L'ensemble des vérifications des installations techniques ont été contrôlées.

3- Essais effectués

Au cours de la visite, il a été procédé aux essais des installations suivantes :

Type	Résultat	Observations
Alarme	Satisfaisant	
Eclairage de sécurité	Satisfaisant	

4- Avis de la Commission

Après en avoir pris connaissance, les membres de la Commission d'arrondissement ERP de Lorient émettent un **avis favorable** à la poursuite de l'activité de l'établissement.

Les prescriptions suivantes devront être réalisées :

N° Prescription	Prescriptions	Article
2016 - 002	Maintenir la salle du rez de chaussée libre de tout encombrement. Dans l'hypothèse de son aménagement en vue de recevoir du public, déposer une demande d'autorisation de travaux qui sera étudiée par la commission de sécurité compétente.	R 123-45
2021 - 001	Eloigner les poubelles des façades afin de limiter la propagation en cas d'incendie.	CO 19

2021 - 002	Vider le local "bagad" attenant à la grande salle encombrant(stockage de bouteilles vides et déchets)	
2021 - 003	Procéder à la vérification de la VMC et de la CTA.	CH 58

REMARQUE :

Tous les travaux, aménagements, ou modifications même non soumis à permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du Maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente (Art. R. 143-22 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président,



Valérie Poulhalec

RAPPEL IMPORTANT :

Conformément à l'article R. 143-42 du Code de la Construction et de l'Habitation, Madame ou Monsieur le Maire devra notifier le résultat de cette visite et sa décision à l'exploitant, soit par voie administrative soit par lettre recommandée avec accusé de réception. Une Ampliation de ce document sera transmise au secrétariat de la commission de sécurité.

« les renseignements contenus dans ce procès-verbal font l'objet d'un traitement informatisé en application de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et à l'arrêté du 22 janvier 1998 relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste des établissements recevant du public »